

## 12 Étrangers

## ISRAËL-Décès

## Shimon Peres est mort, le pays se prépare à recevoir des grands de ce monde

AFP

(RAMAT GAN/Israël)

UNE vague d'hommages a déferlé sur Israël qui se préparait mercredi à recevoir des dirigeants du monde entier aux obsèques du prix Nobel de la paix et ancien président israélien Shimon Peres, figure historique décédée à 93 ans.

"Nous disons aujourd'hui, avec un profond chagrin, adieu à notre père chéri, le neuvième président d'Israël Shimon Peres", a dit son fils Chemi, les larmes aux yeux et au nom de tous les enfants, aux journalistes accourus à l'hôpital Tel-Hashomer de Ramat Gan, dans la banlieue de Tel-Aviv, après l'annonce de sa mort.

M. Peres s'est éteint dans son sommeil vers 3H00 (0H00 GMT) des suites d'un accident vasculaire et cérébral, a dit à l'AFP son médecin personnel et gendre Rafi Walden. Il était entouré des membres de sa famille, selon un proche.

Shimon Peres était le dernier survivant de la génération des pères

fondateurs de l'Etat d'Israël.

Il était aussi le dernier survivant des trois récipiendaires du Nobel de la paix 1994, dont "les efforts en faveur de la paix au Moyen-Orient" s'étaient concrétisés un an plus tôt par le premier accord d'Oslo, qui jetait les bases d'une autonomie palestinienne et offrait un espoir de règlement du conflit. Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin a été assassiné en 1995 et le dirigeant palestinien Yasser Arafat est mort en 2004. Les marques de l'immense respect inspiré par celui que beaucoup des grands de ce monde appelaient leur ami ont afflué.

Shimon Peres était de ces personnes "qui changent le cours de l'histoire humaine", a dit le président américain Barack Obama. Un "génie au grand cœur" pour l'ex président américain Bill Clinton, qui présida à la fameuse signature de l'accord de 1993 et à la poignée de main des anciens ennemis, Peres, Rabin et Arafat. Le président russe Vladimir Poutine a fait l'éloge de son "courage" et son "sens de la patrie".

Ses funérailles prévues

vendredi matin à Jérusalem devraient attirer les dirigeants de la planète et confronter Israël à un casse-tête d'organisation, de sécurité et de diplomatie.

Les présidents américain, français et allemand, le prince Charles sont attendus au cimetière national du mont Herzl, ont dit les Affaires étrangères. La question n'était pas encore définitivement tranchée pour Hillary et Bill Clinton. Quid par ailleurs des dirigeants arabes ?

Ses proches ont décrit un Shimon Peres fidèle à sa réputation, infatigable il y a quelques semaines encore dans son engagement pour Israël, la paix et l'avenir. Après deux alertes cardiaques en janvier, il avait repris ses voyages, en Afrique du sud, au Canada, au Vatican, a rappelé son gendre. Le 13 septembre, il était en bonne santé quand il a délivré un discours d'une heure sans la moindre note.

C'est en ce jour anniversaire du premier accord d'Oslo que M. Peres a été frappé par un AVC majeur accompagné d'une hémorragie interne.

Il n'est jamais sorti de son sommeil et son état s'était

dégradé lundi.

Après avoir été toute sa vie au cœur des grandes batailles de la courte histoire d'Israël et des farouches controverses du monde politique israélien, M. Peres était devenu dans son pays une personnalité largement consensuelle, considérée comme un sage de la nation.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a rendu hommage à son ancien adversaire, "un champion de la défense d'Israël dont il a renforcé les capacités de multiples manières", dont certaines sont encore frappées du sceau du secret.

Entré en politique à 25 ans grâce à David Ben Gourion, fondateur d'Israël, M. Peres était l'un des architectes du programme nucléaire d'Israël, considéré comme la seule puissance atomique militaire du Moyen-Orient, et de l'avance militaire de son pays, réputé comme disposant de la plus formidable armée de la région.

Premier ministre à deux reprises (1984-1986 et 1995-1996) puis président de 2007 à 2014, le travailliste Shimon Peres avait occupé pendant plus de 50 ans de vie publique

de nombreux postes de responsabilité: Défense, Affaires étrangères, Finances...

Malgré les accords d'Oslo et la conversion à la paix de cet ancien faucon, les Palestiniens voient plutôt en Peres celui qui a cautionné les premières colonies juives de Cisjordanie occupée et qui était Premier ministre quand l'aviation israélienne a bombardé le village libanais de Cana, tuant 106 civils en avril 1996.

Les dirigeants palestiniens restaient silencieux mercredi matin.

M. Peres était resté actif jusqu'au dernier moment à travers son Centre Peres pour la paix, qui promeut la coexistence entre juifs et Arabes, au moment où les perspectives de règlement du conflit israélo-palestinien ont rarement été plus sombres.

Interrogé en février par le magazine Time sur ce dont il était le plus fier, M. Peres répondait: "Les choses que j'aurais à faire demain. Les choses qu'on a faites sont faites. Elles appartiennent au passé. Je me préoccupe surtout des choses qu'on peut et doit faire demain".

## AFGHANISTAN-USA-Conflit

## Frappe contre l'EI : 18 morts dont des civils

AFP

(JALALABAD/Afghanistan)

AU moins 18 personnes, dont des civils afghans, ont trouvé la mort dans la nuit de mardi à mercredi dans une frappe américaine visant des combattants de l'organisation Etat islamique (EI) en Afghanistan, selon des responsables afghans faisant état de bilans contradictoires.

L'attaque est survenue dans le district d'Achin, dans la province particulièrement

agitée du Nangarhar (est) près de la frontière avec le Pakistan, alors que des habitants étaient rassemblés pour accueillir un ancien de retour d'un pèlerinage à La Mecque.

"Trois civils ont perdu la vie lors de cette frappe", a déclaré à l'AFP le chef de la police du district d'Achin Mohammad Ali, ajoutant que 15 combattants de l'EI rassemblés avaient été également tués.

Mais un député du Nangarhar, Estmatullah Shinwari, a assuré à Kaboul que la frappe, conduite par un

drone, avait tué 13 civils de la famille du pèlerin. Selon lui, six combattants de l'EI ont également été tués.

L'armée américaine, déployée sous mandat de l'Otan, a confirmé avoir lancé une frappe dans la région et se renseigner sur d'éventuelles victimes civiles.

"Les forces américaines ont lancé une frappe antiterroriste dans le district d'Achin le 28 septembre", a indiqué l'armée. "Nous examinons actuellement toutes les informations relatives à cette frappe", a-t-

elle précisé dans un communiqué, ajoutant que "les forces américaines en Afghanistan prennent très au sérieux toutes les allégations faisant état de victimes civiles".

"Nous sommes en train de vérifier toutes les informations relatives à cette frappe", a-t-elle ajouté. L'armée n'a pas précisé si l'attaque avait été conduite par un drone ou un appareil piloté.

Depuis l'été, les forces américaines stationnées en Afghanistan et l'armée afghane ont conduit de nom-

breuses frappes contre les positions et combattants de l'EI dans l'est du pays. Elles estiment les avoir confinés à trois districts contre une dizaine au début de l'année et avoir réduit leur présence de moitié, à moins de 1.500 combattants.

La semaine dernière, ces forces ont été accusées d'avoir tué huit policiers dans la province centrale d'Uruzgan, lors d'une frappe visant officiellement des insurgés qui attaquaient ce poste de police.

## MAURITANIE-Presses-Social-front social

## Grève des journaux privés pour alerter sur leurs difficultés

AFP

(NOUAKCHOTT/MAURITANIE)

LES journaux privés mauritaniens étaient paralysés mercredi par une grève pour "sensibiliser" l'opinion sur leurs difficultés, aggravées selon eux par une mesure du gouvernement suspendant la publicité des services de l'Etat.

Le "mot d'ordre a été bien suivi par les quinze journaux, huit quotidiens et sept

hebdomadaires qui devaient paraître mercredi", a affirmé à l'AFP El-Heiba Ould Cheikh Sidaty, directeur du journal privé Al-Akhbar, et l'un des porte-parole des grévistes. Le mouvement d'une durée d'une journée a été observé par des journaux en français et en arabe, considérés comme faisant partie des plus importants de Mauritanie. Mais les deux quotidiens publics, Chaab et Horizon, et d'autres journaux privés étaient, eux, mercredi dans les kiosques.

Ce mouvement de grève vise à "sensibiliser" l'opinion sur "la situation chronique de la presse écrite qui se meurt à petit feu", affirme l'Initiative des Editeurs de la presse écrite, formée des syndicats des journaux en grève, dans un communiqué.

L'Initiative dénonce une circulaire du gouvernement adressée au début de l'année aux administrations publiques leur interdisant l'octroi d'annonces à la presse en attendant l'adoption d'un projet de loi sur la

publicité qui doit être soumis prochainement au Parlement.

Ce projet de loi "a été élaboré sans concertation avec la presse, contrairement à ce qui s'est fait jusqu'à présent pour tous les autres textes de loi" dans le secteur, a déploré M. Ould Cheikh Sidaty. Outre la faiblesse des ressources publicitaires, l'Initiative cite également parmi les difficultés de la presse écrite la diminution des abonnements, la mévente et les charges des journaux.

La nouvelle loi sur la publicité vise, selon le gouvernement, à réguler le secteur, contrôler les ressources publicitaires et mieux les partager entre les établissements de presse.

Le gouvernement a mis en place ces dernières années un "Fonds d'appui à la presse" de 200 millions d'ouguiyas (500.000 euros), dont près du tiers va à l'imprimerie nationale au titre d'"assistance à l'impression des journaux de la presse nationale".

## L'Afrique en bref

## • CENTRAFRIQUE - RDCONGO-CPI-Procès

L'ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, condamné en juin à 18 ans de prison par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, a officiellement interjeté appel, dénonçant les "vices de forme" de son procès.

La semaine dernière, "M. Bemba a interjeté appel de sa condamnation", a annoncé mercredi dans un communiqué l'équipe de défense, ajoutant que ses droits ont été à tel point violés "que le procès Bemba est en fait un jugement entaché d'un vice de procédure".

Riche homme d'affaires devenu chef de guerre, Jean-Pierre Bemba, 53 ans, est jugé responsable de la vague de meurtres et de viols commis par sa milice, le Mouvement de libération du Congo (MLC), en Centrafrique entre octobre 2002 et mars 2003.

## • AFRIQUE DU SUD-Animaux-Environnement

Le commerce international de toutes les espèces de pangolin, un mammifère menacé d'extinction, a été interdit mercredi par un vote de la Convention internationale sur le commerce d'espèces sauvages menacées d'extinction (CITES) qui se tient à Johannesburg.

"Le comité accepte que tous les pangolins - africains et asiatiques - soient inscrits à l'annexe I" qui interdit le commerce des espèces menacées, indique mercredi le compte twitter officiel de la CITES.

## A travers le monde

## • IRAK-Conflit-Jihadistes

L'Irak a demandé aux Etats-Unis l'envoi de conseillers militaires américains supplémentaires en vue de la bataille pour reprendre Mossoul (nord), dernier bastion du groupe Etat islamique (EI) en Irak, ont indiqué mercredi les services du Premier ministre.

A la faveur d'une offensive fulgurante en 2014, l'EI s'est emparé de plusieurs pans du territoire irakien au nord et à l'ouest de Bagdad et a fait de Mossoul sa place forte. Les forces irakiennes, qui ont depuis deux ans regagné du terrain, surtout dans la grande province occidentale d'Al-Anbar, cherchent dorénavant à reconquérir Mossoul.